

Association IRES

Institut de Recherches Économiques et Sociales

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapports du commissaire aux comptes

Assemblée générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Association IRES

16, boulevard du Mont d'Est
93192 NOISY LE GRAND

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes de l'annexe concernant :

- Le changement de méthode lié à la première application du règlement ANC 2022-06,
- La décision du bureau de février 2026 consistant à baisser exceptionnellement la part de l'Agence d'objectifs à 20 % de la subvention 2026.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont notamment consisté à apprécier les règles et principes comptables retenus pour établir les comptes.

Dans ce cadre, nous avons notamment contrôlé le traitement comptable des études de l'agence d'objectif en cours à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Association IRES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2025

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Association IRES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2025

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Levallois-Perret, le 1^{er} juin 2026

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés

Xavier HUAULT-DUPUY

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	171 825	156 620	15 205	23 909
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	202 500		202 500	202 500
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 638		11 638	11 638
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	385 963	156 620	229 343	238 047
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	37 862		37 862	60 586
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	228 146		228 146	155 506
Charges constatées d'avance	49 289		49 289	51 182
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	1 600 000		1 600 000	2 250 000
Disponibilités	1 079 778		1 079 778	567 584
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	2 995 074		2 995 074	3 084 859
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	3 381 038	156 620	3 224 418	3 322 906

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles	21 865	133 689
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-214 888	-111 824
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	-193 023	21 865
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	-193 023	21 865
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	58 832	65 072
TOTAL PROVISIONS (III)	58 832	65 072
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	433	349
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	380	409
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	140 732	168 176
Dettes fiscales et sociales	391 030	493 131
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 789 324	2 553 331
Produits constatés d'avance	36 710	20 573
TOTAL DETTES (IV)	3 358 608	3 235 969
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	3 224 418	3 322 906

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	357 598	330 250
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 388 513	2 779 303
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 240	14 341
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	5 976	6 086
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	2 758 327	3 129 981
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	19 693	24 955
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	472 121	531 272
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	79 406	129 573
Salaires	1 081 893	1 108 721
Cotisations sociales	452 196	474 521
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 994	10 946
Dotations aux provisions		9 253
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	907 636	1 031 406
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 022 940	3 320 645
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-264 613	-190 664
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	49 725	76 484
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	49 725	76 484
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	49 725	76 484
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-214 888	-114 180
Produits exceptionnels (V)		3 000
Charges exceptionnelles (VI)		644
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		2 356
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 808 052	3 209 465
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 022 940	3 321 289
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-214 888	-111 824
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	-306 760	
Bénévolat	-216 307	
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-523 067	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	-260 000	
Prestations en nature	-46 760	
Personnel bénévole	-216 307	
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-523 067	

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **3 224 417,52 €**.

Le résultat net comptable est **une perte de -214 887,52 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Evénements post-clôture

Avec impact :

Tout début janvier 2026, a été réalisée une embauche d'une comptable en CDD pour pallier l'absence de la titulaire du poste.

En février 2026, le Bureau de l'IRES a décidé de manière exceptionnelle d'une part de l'Agence d'objectifs à 20 % de la subvention 2026 afin de les fonds propres redeviennent proches de zéro.

Autres informations significatives

L'activité de l'IRES en 2025 a été dense avec d'une part, une activité contractuelle soutenue et d'autre part, une activité collective importante sur une réflexion sur la transformation de l'IRES avec un programme scientifique de moyen terme (PSMT), des prises de contrat avec d'autres acteurs de la recherche (université, institut du travail...) et l'implication des secrétaires généraux et présidents des organisations syndicales.

Ces différentes actions ont été menées dans le cadre d'un budget en diminution. En effet, le Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan (HCSP) a annoncé assez tardivement (après l'assemblée de mars 2025 relative au budget prévisionnel et aux projets d'étude de l'Agence d'objectifs (AO) 2025) une forte baisse de la subvention 2025 allouée à l'IRES.

Le HCSP a attribué une subvention de 2 388 513 € soit une baisse de 12 % (représentant près de 326 000 €) par rapport au montant initial de 2024 et de 14% par rapport au montant de la subvention 2024 perçue. Le Bureau de l'IRES a exceptionnellement diminué d'autant la part de l'AO 2025. Il a également décidé de confier à l'IRES une étude commune aux 6 organisations membres.

La commission scientifique (CS) a rendu pour la 1ère fois des avis sur les projets d'études des organisations syndicales relevant de l'AO 2025. Son rôle a été renforcé via une augmentation du nombre de ses personnalités scientifiques afin d'assurer de nouvelles missions en rendant dans des avis sur les rapports intermédiaires et définitifs des études de l'AO.

En matière de ressources humaines, dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO) 2025, après une année blanche et en application de l'accord classification et rémunération, les salaires de l'ensemble du personnel ont progressé de 75 € bruts au 1er janvier et de 20 € au 1er septembre 2025.

Cette année a été marquée par :

- deux départs en retraite non remplacés :
- o une chercheuse mise à disposition gratuitement (juin 2025)
- o la maquettiste (novembre 2025)
- le licenciement du directeur adjoint à la documentation et à la communication (juillet 2025) non remplacé
- deux arrêts de travail longs
- la démission du comité social et économique (CSE) en fin d'année
- l'embauche ou le renouvellement de CDD dans le cadre de conventions de recherche.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

L'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) est une association de Loi 1901 au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs qui a été créé en 1982. Sa fonction est de répondre aux besoins exprimés par les organisations syndicales représentatives dans le domaine de la recherche économique et sociale (emploi, relation professionnelle, revenus, protection sociale, travail). A travers son expertise, l'IRES apporte des éléments d'appréciation et d'analyse sur l'ensemble des questions économiques et sociales nationales, européennes et internationales qui intéressent les organisations syndicales. Pour cela, l'IRES mène essentiellement deux types de travaux : des recherches et des analyses développées par son équipe de chercheurs et des études de recherche propres à chaque organisation syndicale, regroupés au sein de l'Agence d'objectifs (AO). Les projets et les bilans de ces travaux sont présentés et adoptés en Assemblée Générale après avis d'une Commission Scientifique. Pour permettre de valoriser ses travaux, l'IRES anime un site internet et plusieurs publications qui accueillent des travaux de recherche d'horizons et de disciplines variés : la Chronique Internationale de l'IRES et La Revue de l'IRES. L'IRES contribue ainsi à éclairer le débat social par des analyses et approches comparatives rigoureuses et à participer au dialogue social. Pour assurer ses missions, l'IRES est financé principalement par une subvention publique de l'État et, dans une moindre mesure, par des conventions de recherche. L'IRES comprend un centre de documentation, un pôle administratif de soutien à la recherche et de services généraux et d'une équipe de recherche pluridisciplinaire comprenant des économistes, des statisticiens, des sociologues, des historiens et des politistes. L'Assemblée générale de l'IRES est composée de personnalités du monde syndical, de représentants du Premier ministre et de personnalités qualifiées.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

En 2025, la mise à jour du bilan patrimonial de l'association a été effectuée concernant les différentes immobilisations.

Idem pour l'évaluation des immobilisations et des amortissements

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Subventions

Inscription non-proratisée :

Le montant des subventions comptabilisées au 31/12/2025 s'élève à 2 388 513 € provenant de l'Etat.

Indemnité de départ à la retraite

Les indemnités de fin de carrière (IDR) sont provisionnées comme suit :

Age de départ à la retraite : 64 ans

Taux d'actualisation : 2%

Taux d'évolution des salaires : 2%

Taux de rotation moyen sur 3 ans : -

Le montant total des IDR ainsi calculé et comptabilisé est de 58 832 €

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, **INST RECHERCHES**

ECONOMIQUE SOCIALES présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

Ce texte homologué par arrêté du 26 décembre 2023 et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, constitue un changement de méthode comptable s'imposant à l'association. En conséquence, les états financiers de l'exercice 2025 sont présentés selon les nouvelles dispositions du règlement.

Les principales modifications induites portent sur :

La définition du résultat exceptionnel, désormais limitée aux seuls événements majeurs et inhabituels (les opérations courantes étant enregistrées en résultat d'exploitation et financier) ;

La suppression de la technique des transferts de charges ;

L'adoption de nouveaux modèles de bilan et de comptes de résultats harmonisés définis par l'ANC, impliquant quelques reclassements pour mise en conformité.

Conformément aux dispositions de ce règlement, l'application est prospective à compter du 1er janvier 2025 sans reprise des comptes comparatifs antérieurs ni sur les valeurs d'ouverture au 1er janvier 2025.

L'adoption du règlement ANC 2022-06 modifie essentiellement la présentation du compte de résultat 2025.

Impact pour l'IRES :

Les indemnités journalières (21 197 €) comptabilisées en transferts de charges ont été reclassées en salaires et cotisations sociales en 2025.

Les indemnités reçues comptabilisées en résultats exceptionnels (66 €) ont été reclassées en résultat d'exploitation en 2025. »

Informations additionnelles

Provisions pour compte épargne temps (CET)

Exercice	2025	2024
Nombre de jours	500	688
Nombre de salariés	21	21
Montant charges comprises	163 483	229 718

Concernant le compte épargne temps, le personnel a la possibilité de placer des jours restants dus au titre de congés ou RTT en compte épargne temps. L'association provisionne dans ces comptes le CET.

Le CET au 31 décembre 2025 s'analyse de la façon suivante

Autres dettes

Créditeurs	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
CGT	659 420	658 566	588 273
CFD	441 802	372 437	336 908
CGT-FO	634 558	548 197	643 189
CFTC	316 203	294 915	233 481
UNSA Education	334 476	311 499	272 948
CFE-CGC	338 372	258 054	207 958
TOTAL	2 724 831	2 443 668	2 282 757

Toutes les dettes sont valorisées à leur valeur nominale, elles sont constituées des dettes vis-à-vis des membres au titre de l'Agence d'objectifs

Etudes de l'Agence d'objectifs en cours

Organisation Syndicale	AO en cours au 31/12/25	AO en cours au 31/12/24	+5 ans au 31/12/25	+5 ans au 31/12/24
CGT	16	15	3	
CFDT	9	7		
CGT-FO	17	15	6	4
CFTC	8	6		
UNSA Education	13	11	1	
CFE-GCC	11	9		
Etude commune	1			
TOTAL	75	63	10	4

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	24 230		24 230	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	485 453			171 825
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	202 500			202 500
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 638			11 638
TOTAL	723 821		24 230	385 963

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Concessions, brevets & licences			24 230		24 230	
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles			461 543	9 994	314 917	156 620
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			485 773	9 994	339 147	156 620

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	11 638	11 638		
Clients douteux				
Autres créances clients	37 862	37 862		
Personnel et comptes rattachés	27	27		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	29 099	29 099		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	6 571	6 571		
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	192 449	192 449		
Charges constatées d'avance	49 289	49 289		
TOTAL	326 935	326 935		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	49 289	
TOTAL	49 289	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	133 689			111 824	21 865
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-111 824		-214 888		-214 888
TOTAL	21 865		-214 888	111 824	-193 023
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL	21 865		-214 888	111 824	-193 023

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non-utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	65 072				58 832
TOTAL	65 072				58 832

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	433	433		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	140 732	140 732		
Personnel et comptes rattachés	110 871	110 871		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	169 895	169 895		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	5 642	5 642		
TVA	6 927	6 927		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	97 694	97 694		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2 789 704	1 424 893	1 364 811	
Produits constatés d'avance	36 710	36 710		
TOTAL	3 358 608	1 993 797	1 364 811	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	-36 710	
TOTAL	-36 710	

Informations relatives au compte de résultat

Cotisations

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Intérêts courus à payer	433	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	110 701	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	64 514	
État - Charges à payer	86 457	
TOTAL	262 105	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir	29 099	
TOTAL	29 099	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes		
Afférents aux services autres		
TOTAL		

Les honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal et inscrits en charges s'élèvent à 10 100 €.

Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- Mise à disposition de locaux
- Mise à disposition de personnel
- Contribution des chercheurs associés
- Bénévolat des membres du bureau, de l'Assemblée générale et de la commission scientifique

Conformément au règlement ANC 2018-06, l'association comptabilise ces dernières « au pied » du compte de résultat pour un montant de 523 607€.

Mise à disposition gratuite des biens

L'Etat (Commissariat Général à la Stratégie et Prospective - service du Premier ministre) met gratuitement à la disposition de l'Association les locaux sis dans le bâtiment 4 de l'ensemble immobilier MAILLE NORD à NOISY LE GRAND (93). La valeur locative des locaux ainsi mis à la disposition de l'Association est estimée à 260 000 € par an.

Informations relatives au compte de résultat

PRODUIT : L'IRES est financé principalement par une subvention accordée par le Commissariat Général à la Stratégie et Prospective, service du Premier ministre. Elle s'élève à 2 388 513€ au titre de 2025 contre 2 779 303 € en 2025. L'IRES dispose également de ressources contractuelles (conventions de recherches...) dont le montant s'est élevé à 357 598 € au titre de l'exercice 2025, contre 330 250 € en 2024.

CHARGES : La charge sous la rubrique "Agence d'objectifs" correspond aux versements effectués par l'IRES, conformément à ses statuts, à ses membres, organisations syndicales de l'Institut, pour la réalisation d'études et de recherches. En application de l'article 18 des statuts modifiés en Assemblée Générale extraordinaire du 14/12/2017, le bureau de l'IRES décide du pourcentage de la subvention Premier ministre à octroyer aux études de l'Agence d'objectifs. Ce pourcentage est compris entre 40 % et 50 %. La procédure relative à l'agence d'objectifs a été revue lors de l'Assemblée Générale d'avril 2023 et peut être résumée :

Sur la base des projets qui lui sont soumis, l'Assemblée Générale approuve les études, ce qui permet au bureau et à la direction d'établir une convention entre l'IRES et l'organisation syndicale, et de verser en trois fois le montant de l'étude, conformément à l'avenant au règlement intérieur approuvé en Assemblée Générale d'avril 2023 :

- 40 % à la signature de la convention de recherche entre l'organisation syndicale (OS) et le laboratoire
- 30 % à la remise d'un rapport intermédiaire qui doit être validé par le directeur de l'IRES

- Solde de 30 % à la remise du rapport définitif, après obtention du certificat de conformité de l'IRES et sur présentation d'un état liquidatif définitif (justificatifs).

Chaque projet conventionné donne lieu lors de sa finalisation à une publication diffusée à l'ensemble des membres de l'Assemblée Générale, entrée dans le fonds documentaire et mise en ligne sur le site internet de l'IRES.

Le Directeur Général atteste de la conformité de l'étude avec le projet approuvé en Assemblée Générale. La réception de la version définitive de l'étude permet le déblocage des 30% restant.

En outre, le Directeur Général établit un rapport global de conformité rendant compte de l'état d'avancement des projets conventionnés sur ces travaux. Ce rapport est présenté à l'Assemblée Générale.

Il n'entre pas dans les moyens et la vocation de l'IRES de se substituer aux organisations syndicales pour contrôler les dépenses mises en œuvre pour la réalisation des études ou recherches menées par celles-ci dans le cadre de l'Agence d'objectifs. Pour l'exercice 2025, les droits de tirage s'élèvent à 907 634€ contre 1 031 403 € comme en 2024.

Fiscalité

Régime fiscal

La gestion de l'association étant désintéressée, celle-ci bénéficie du régime dérogatoire exposé dans les instructions fiscales relatives aux associations de la Direction Générale des Impôts de 1998 et 1999. Ainsi elle n'est pas assujettie : à la TVA, à la CVAE et à l'impôt sur les sociétés (IS) de droit commun mais soumise aux taux réduits pour les revenus des produits financiers. En revanche, elle est assujettie à la taxe sur les salaires.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Cadres	16
Non-Cadres	2
TOTAL	18

L'Association bénéficie de personnel mis à disposition (MAD) par l'administration. Le montant de la subvention indirecte dont a bénéficié l'IRES au cours de l'exercice 2025 s'est élevée à 46 760 € pour une personne, les deux autres MAD étant à titre onéreux.

Régime social

En l'absence de Convention Collective, les contrats de travail des salariés sont soumis à l'accord classification et rémunération du personnel de l'IRES de décembre 2022 et au règlement intérieur du personnel.

Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de l'association

Les administrateurs de l'IRES sont tous bénévoles. Par conséquent ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'IRES, sur présentation de justificatifs.

Rémunérations et avantage en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantage en nature versé en 2025 du plus haut cadre dirigeant salarié s'est élevé à 135 357 €.

Association IRES

16, boulevard du Mont d'Est
93192 NOISY LE GRAND

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

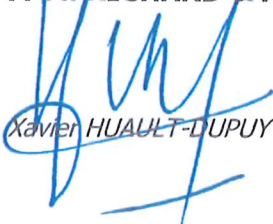
Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Levallois-Perret, le 1^{er} juin 2026

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés


Xavier HUALT-DUPUY